

25 juin 2021

(21-5157)

Page: 1/6

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉROGATION (WT/L/380, WT/L/654, WT/L/836, WT/L/1002) POUR L'APPLICATION DU TRAITEMENT PRÉFÉRENTIEL AUTONOME AUX PAYS DE LA PARTIE OCCIDENTALE DES BALKANS

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

La communication ci-après, datée du 22 juin 2021, est distribuée à la demande de la délégation de l'Union européenne.

Conformément à l'article IX 3) de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC), l'Union européenne (UE) a l'honneur de soumettre au Conseil du commerce des marchandises, en annexe au présent document, une demande de prorogation de la dérogation aux obligations qu'elle a contractées au titre du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ("GATT de 1994"), ainsi que de l'article XIII du GATT de 1994, concernant l'octroi d'un traitement préférentiel autonome aux pays de la partie occidentale des Balkans.

1 OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Le 8 décembre 2000, l'UE a obtenu une dérogation (WT/L/380) à ses obligations au titre du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 dans la mesure nécessaire pour lui permettre d'accorder un traitement préférentiel aux produits originaires des pays de la partie occidentale des Balkans. Cette dérogation a été octroyée par le Conseil général de l'OMC jusqu'au 31 décembre 2006.

1.2. Le 4 mai 2006, l'UE a présenté au Conseil général de l'OMC une demande de prorogation de la période d'application du régime préférentiel existant pour une nouvelle période de cinq ans (G/C/W/552). Le 28 juillet 2006, le Conseil général de l'OMC a décidé de proroger la dérogation jusqu'au 31 décembre 2011 (WT/L/654).

1.3. Le 26 octobre 2011, l'UE a présenté au Conseil général de l'OMC une demande de prorogation de la période d'application du régime préférentiel existant pour une nouvelle période de cinq ans (G/C/W/658). Le 5 décembre 2011, le Conseil général de l'OMC a décidé de proroger la dérogation jusqu'au 31 décembre 2016 (WT/L/836).

1.4. Le 1^{er} septembre 2016, l'UE a présenté au Conseil général de l'OMC une demande de prorogation de la période d'application du régime préférentiel existant pour une nouvelle période de cinq ans (G/C/W/731). Le 12 décembre 2016, le Conseil général de l'OMC a décidé de proroger la dérogation jusqu'au 31 décembre 2021 (WT/L/1002).

1.5. L'UE demande la prorogation de la dérogation existante pour une période additionnelle de cinq ans parce que les raisons qui justifient la dérogation continuent d'exister. L'UE a adopté un règlement¹ qui renouvelle le régime préférentiel autonome pour les pays de la partie occidentale des

¹ Règlement (UE) 2020/2172 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 modifiant le Règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne (J.O. L 432, 21.12.2020, page 7).

Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo*, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie) jusqu'au 31 décembre 2025.

1.6. Afin de pouvoir continuer à accorder un régime préférentiel autonome aux pays de la partie occidentale des Balkans sans être tenue d'accorder le même traitement préférentiel aux produits similaires provenant d'un autre Membre de l'OMC, l'UE demande la prorogation de la dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier et de l'article XIII du GATT de 1994 jusqu'au 31 décembre 2026.

2 DESCRIPTION DES MESURES POUR LESQUELLES UNE PROROGATION DE LA DÉROGATION EST DEMANDÉE

2.1. Le traitement préférentiel a été initialement octroyé sur la base du Règlement (CE) n° 1215/2009², modifié et prorogé plusieurs fois par la suite. En règle générale, la plupart des produits originaires des pays de la partie occidentale des Balkans continuent d'être admis dans l'UE en franchise de droits, sans restrictions quantitatives ou mesures d'effet équivalent et en exemption des droits de douane et taxes d'effet équivalent.

2.2. Les exceptions suivantes s'appliquent:

- Pour certains vins (position 2204) en provenance des pays de la partie occidentale des Balkans, les droits de douane applicables aux importations dans l'UE sont suspendus durant les périodes de validité des mesures en question, dans les limites des contingents tarifaires de l'UE et à des conditions spécifiques indiquées pour chaque produit et chaque origine dans le Règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil.

L'octroi du bénéfice des arrangements préférentiels est subordonné aux conditions suivantes:

- a) respect de la définition du concept de "produits originaires" donnée dans le Titre II, chapitre 1, section 2, sous-sections 4 et 5 du Règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission³, et dans le Titre II, chapitre 2, section 2, sous-sections 10 et 11 du Règlement d'exécution (UE) 2015/2447 de la Commission⁴;
- b) engagement des bénéficiaires de ne pas introduire de nouveaux droits ou taxes d'effet équivalent et de nouvelles restrictions quantitatives ou mesures d'effet équivalent sur les importations originaires de l'UE, de ne pas augmenter le niveau des droits ou taxes en vigueur et de n'introduire aucune autre restriction à compter du jour de l'entrée en vigueur du régime préférentiel;
- c) engagement des bénéficiaires dans une coopération administrative effective avec l'UE afin de prévenir tout risque de fraude; et
- d) engagement des bénéficiaires de ne pas commettre de violations graves et systématiques des droits de l'homme – y compris les droits du travail fondamentaux –, des principes fondamentaux de la démocratie et de la primauté du droit.

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la Résolution n° 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

² J.O. L 240, 23.9.2000, page 1. Règlement modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 530/2007 (J.O. L 125, 15.5.2007, page 1), codifié par le Règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil du 30 novembre 2009 (J.O. L 328, 15.12.2009, page 1).

³ Règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission du 28 juillet 2015 complétant le Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil au sujet des modalités de certaines dispositions du code des douanes de l'Union (J.O. L 343, 29.12.2015, page 1).

⁴ Règlement d'exécution (UE) 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 établissant les modalités d'application de certaines dispositions du Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union.

2.3. En outre, l'octroi du bénéfice du régime préférentiel est également subordonné à la volonté des bénéficiaires de s'engager dans des réformes économiques efficaces et dans une coopération régionale avec d'autres parties concernées par le processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne, notamment par l'instauration de zones de libre-échange conformément à l'article XXIV du GATT de 1994 et autres dispositions pertinentes de l'OMC.

3 CIRCONSTANCES JUSTIFIANT LA DÉROGATION

3.1. La demande de prorogation de la dérogation dans le cadre de l'OMC autorisant l'octroi de préférences commerciales autonomes aux pays de la partie occidentale des Balkans est justifiée, compte tenu de la situation économique difficile dans la région et du fait que le traitement préférentiel que l'Union européenne accorde aux produits admissibles de ces pays vise à promouvoir le développement économique selon des modalités compatibles avec les objectifs du GATT de 1994 et non à créer des obstacles au commerce des autres Membres de l'OMC. Par conséquent, les circonstances exceptionnelles justifiant la prorogation de la dérogation au paragraphe 1 de l'article premier et à l'article XIII du GATT de 1994 s'appliquent toujours.

3.2. Une libéralisation totale de l'accès aux marchés de l'UE est prévue dans le cadre du processus mis en place par les accords de stabilisation et d'association ("ASA"). Les ASA, que l'UE a progressivement conclus avec les pays et territoires de la partie occidentale des Balkans, établissent une zone de libre-échange avec le pays ou territoire concerné, conformément aux obligations découlant de l'article XXIV du GATT de 1994. Ils ont pour but de favoriser le développement économique et la stabilisation politique de la région, tout en établissant une étroite association à long terme entre l'UE et les pays de la partie occidentale des Balkans, comme les Accords européens l'ont fait pour les pays candidats de l'Europe centrale.

3.3. Parallèlement, les ASA autorisent le maintien des préférences autonomes lorsque celles-ci offrent des conditions plus favorables à l'exportation de produits originaires de pays de la partie occidentale des Balkans.

3.4. L'UE a maintenant conclu six ASA. L'Accord conclu avec la Macédoine du Nord est entré en vigueur le 1^{er} avril 2004, celui avec l'Albanie le 1^{er} avril 2009, celui avec le Monténégro le 1^{er} mai 2010, celui avec la République de Serbie le 1^{er} septembre 2013, celui avec la Bosnie-Herzégovine le 1^{er} juin 2015 et celui avec le Kosovo le 1^{er} avril 2016.

3.5. Cette politique s'est révélée efficace pour soutenir de manière concrète et significative les efforts de développement économique déployés par les pays de la partie occidentale des Balkans, favorisant ainsi une intégration commerciale plus poussée dans la région.

3.6. L'UE est de loin le premier partenaire commercial des pays de la partie occidentale des Balkans, quelque 70% du commerce total de ces pays se faisant avec elle. À l'inverse, le niveau des importations de l'UE en provenance de ces pays demeure très faible, de l'ordre de 1,4% du total: il s'agit principalement de machines et d'équipements de transport, de marchandises et produits divers et de biens manufacturés. Des statistiques détaillées sur les échanges entre l'UE et les pays de la partie occidentale des Balkans ont été fournies chaque année au Conseil général dans le cadre des rapports requis au titre de la dérogation en vigueur.⁵

4 CONCLUSIONS

4.1. L'UE, sur la base de l'article IX 3) de l'Accord sur l'OMC, demande la prorogation de la dérogation à ses obligations découlant de l'article I 1) et de l'article XIII du GATT de 1994, dans la limite nécessaire pour lui permettre d'octroyer un traitement préférentiel pour les produits originaires des pays de la partie occidentale des Balkans jusqu'au 31 décembre 2026 sans être tenue d'accorder le même traitement préférentiel aux produits similaires de tout autre Membre de l'OMC. Un projet de décision de dérogation est joint (Annexe) pour examen.

⁵ WT/L/435, WT/L/503, WT/L/551, WT/L/596, WT/L/635, WT/L/668, WT/L/731, WT/L/763, WT/L/799, WT/L/814, WT/L/870, WT/L/896, WT/L/935, WT/L/962, WT/L/1019, WT/L/1044, WT/L/1077 et WT/L/1103.

4.2. L'UE demande que le Conseil du commerce des marchandises réserve à sa demande de dérogation un traitement rapide et favorable. Dans l'intervalle, elle est disposée à prendre pleinement en considération les représentations que pourraient lui adresser les autres Membres de l'OMC et à entrer, si nécessaire, en consultation avec ceux-ci.

ANNEXE

**UNION EUROPÉENNE – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉROGATION
POUR L'APPLICATION DU TRAITEMENT PRÉFÉRENTIEL AUTONOME
AUX PAYS DE LA PARTIE OCCIDENTALE DES BALKANS**

Décision du ... 2021¹

Le Conseil général,

Eu égard aux paragraphes 1 et 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, aux Directives concernant l'examen des demandes de dérogation, adoptées le 1^{er} novembre 1956, et au Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"),

Compte tenu de la Décision du Conseil général du 8 décembre 2000² par laquelle les Membres de l'OMC ont accordé aux Communautés européennes une dérogation à leurs obligations au titre du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2006, de la Décision du Conseil général du 28 juillet 2006³ prorogeant cette dérogation jusqu'au 31 décembre 2011, de la Décision du Conseil général du 5 décembre 2011⁴ la prorogeant jusqu'au 31 décembre 2016, et de la Décision du Conseil général du 7 décembre 2016⁵ la prorogeant jusqu'au 31 décembre 2021,

Notant que la dérogation existante arrivera à expiration le 31 décembre 2021,

Prenant note de la demande présentée par l'Union européenne, conformément au paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, en vue d'obtenir une dérogation la relevant de ses obligations au titre du paragraphe 1 de l'article premier et de l'article XIII du GATT de 1994 dans la mesure nécessaire pour lui permettre d'accorder un traitement préférentiel aux produits admissibles originaires de la partie occidentale des Balkans, sans être tenue d'accorder le même traitement aux produits similaires d'un autre Membre de l'OMC,

Considérant la situation économique difficile et persistante dans la région et les efforts qui sont déployés par les Membres de l'OMC pour favoriser la transition et le développement économiques dans les pays de la partie occidentale des Balkans,

Considérant que le traitement préférentiel que l'Union européenne accorde aux produits admissibles de ces pays vise à promouvoir le développement économique selon des modalités compatibles avec les objectifs du GATT de 1994 et non à créer des obstacles au commerce des autres Membres de l'OMC,

Notant que, compte tenu de ce qui précède, les circonstances exceptionnelles justifiant la prorogation de la dérogation au paragraphe 1 de l'article premier et à l'article XIII du GATT de 1994 existent,

Décide ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions énoncées dans la présente décision, il sera dérogé aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier et de l'article XIII du GATT de 1994 jusqu'au 31 décembre 2026 dans la mesure nécessaire pour permettre à l'Union européenne d'accorder un traitement préférentiel aux produits admissibles originaires de la partie occidentale des Balkans

¹ Adoptée conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

² WT/L/380.

³ WT/L/654.

⁴ WT/L/836.

⁵ WT/L/1002.

(Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Kosovo*, Monténégro et Serbie), sans être tenue d'accorder le même traitement préférentiel aux produits similaires de tout autre Membre de l'OMC.

2. Le traitement préférentiel ainsi accordé n'élèvera pas de nouveaux obstacles au commerce des autres Membres.

3. L'Union européenne engagera dans les moindres délais des consultations avec tout Membre qui le souhaiterait sur le fonctionnement des concessions sous forme de préférences ou d'exemptions de droits visant les pays énumérés au paragraphe 1 de la présente décision, ou sur toute autre question se rapportant à cette décision. Dans les cas où un Membre considérera que les avantages résultant pour lui du GATT de 1994 sont ou risquent d'être indûment compromis du fait de mesures mises en place par l'Union européenne qui relèvent de la présente décision, l'Union européenne examinera la possibilité de parvenir à un règlement satisfaisant de la question.

4. La présente décision n'affecte pas les droits des Membres tels qu'ils sont énoncés dans le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994.

5. L'Union européenne fera rapport chaque année au Conseil général sur les préférences qu'elle accorde aux produits en provenance des pays énumérés au paragraphe 1, y compris en indiquant dans quelle mesure ces préférences diffèrent de ses concessions dans le cadre du traitement de la nation la plus favorisée et du Système généralisé de préférences, en vue de faciliter le réexamen annuel prévu au paragraphe 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC.

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la Résolution n° 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.